

Université de Montréal

Rapport de recherche

*Le rêve américain déchu des travailleurs immigrants:
étude de cas sur la réalité du marché de l'emploi des États-Unis d'Amérique*

Travail réalisé par Joanie Francoeur
Inscrite au *DESS Société, politiques publiques et santé*

Dans le cadre du cours
PLU 6911A – Pluralisme et citoyenneté

École d'été 2019
Immigration, intégration et diversité sur le marché du travail

École de relations industrielles

TABLE DES MATIÈRES

1. Introduction	p.3
2. Épreuves vécues par les travailleurs étrangers aux États-Unis	p.4
2.1 Conditions de travail des migrants et immigrants en sol américain	
2.2 Discrimination des individus précaires sur le marché du travail	
2.3 Taux de chômage annuel moyen des immigrants versus des natifs	
2.4 Revenu d'emploi médian des immigrants versus des natifs	
3. Politique d'immigration du président Donald Trump	p.11
3.1 Politique de séparation des familles de migrants	
4. Quelques données statistiques sur l'immigration américaine	p.13
4.1 Nombre d'immigrants reçus annuellement par catégorie	
4.2 Part des résidents américains nés à l'étranger dans la population américaine	
4.3 Représentation des pays de naissance des immigrants reçus	
5. Conclusion	p.16
6. Bibliographie	p.18
7. Tableaux et figures	p.20

Introduction

Tandis que plusieurs raisons peuvent inciter des groupes de population à migrer, pour nombre d'entre eux la destination finale est une course à obstacles qui se révèle sans fin. Certains diront que la destination désirée n'est pas nécessairement un lieu par rapport à un autre, mais plus généralement un état d'esprit et de quiétude auxquels ils aspirent simplement. Malheureusement, pour plusieurs cela implique de fuir leur pays. À leur arrivée, les difficultés auxquelles ils doivent se confronter sont souvent d'ordre économique, social, culturel et linguistique. En revanche, les représentations qu'incarnent les pays développés dans l'imaginaire collectif sont souvent trompeuses lorsque comparées à la réalité rencontrée par les nouveaux arrivants. C'est pourquoi ces travailleurs migrants et immigrants ne profitent pas pour autant de la prospérité et des opportunités, réelles ou rapportées, qu'on reconnaît au pays hôte.

Ce travail cherche à étudier la réalité des migrants et immigrants en emploi aux États-Unis. Aussi, ce papier relate brièvement les contextes politique et social américains dans lesquels ils évoluent. De quelle manière les nouveaux arrivants sont-ils considérés sur le marché du travail des États-Unis? Nous tenterons de répondre à cette question à travers cet exercice d'écriture. Je suis d'avis que la situation des migrants et immigrants ainsi que celle des minorités visibles, présents sur le marché du travail, n'est en rien comparable à la réalité du groupe majoritaire de la population active. Pour les étrangers, la réalité en emploi serait une expérience beaucoup plus négative.

Dans les pages à venir, nous aborderons ce travail sous trois angles d'approche. Premièrement, nous nous attarderons majoritairement à la situation que vivent les étrangers en venant s'installer et travailler aux États-Unis. Il sera principalement question des conditions en emploi, des contextes de précarités ainsi que des cas d'abus par les entreprises et les agences de placement de travailleurs. Deuxièmement, nous tâcherons rapidement de faire une analyse du contexte politico-social américain. En effet, la dure réalité de la politique d'immigration de l'administration Trump a été fortement médiatisée depuis son investiture en janvier 2017. Plusieurs éléments clés ont d'ailleurs marqué ce premier mandat politique et sa vision de l'immigration. Nous traiterons d'une des mesures controversées entreprises par son gouvernement. Troisièmement, nous

brosserons un portrait succinct de la société américaine et de la place que prennent les nouveaux arrivants dans celle-ci, au moyen de statistiques officielles. Finalement, nous reviendrons sur les objectifs de ce travail.

Épreuves vécues par les travailleurs étrangers aux États-Unis

Conditions de travail des migrants et immigrants en sol américain

A priori, il est nécessaire de mentionner que ceci ne s'applique pas uniquement aux États-Unis. Plusieurs auteurs rapportent qu'au Canada la situation y est souvent similaire, c'est entre autres ce que dénonce Jill Hanley et ses collègues. À l'heure actuelle, les industries américaines qui emploient davantage de travailleurs migrants et immigrants proviennent majoritairement du secteur des services. Néanmoins, il ne s'agit pas de l'unique milieu d'emploi pour lequel ils sont très recherchés. L'agriculture et les industries manufacturières cherchent à leur tour à employer des étrangers. La raison principale expliquant un tel recrutement de migrants et d'immigrants repose sur le fait qu'ils ont généralement un statut précaire. Il est ainsi plus facile pour les employeurs de bafouer les droits de ces individus, ou du moins de profiter de leur naïveté ou de leur méconnaissance (Malhaire, Castracani & Hanley, 2018; Moyce & Schenker, 2018).

De ce fait, s'ils ne sont pas tenus informés des lois, des organismes d'aide et des services gouvernementaux disponibles, du fonctionnement du système de santé et des procédures pour acquérir des assurances privées, ils n'ont pas réellement de recours possibles. Nombreux subissent l'exploitation de leur employeur ou de l'agence de placement qui les ont recrutés (Malhaire, Castracani & Hanley, 2018). Les abus dont sont victimes ces travailleurs peuvent correspondre à des retenues de salaire, au refus d'accorder des jours de repos, à des journées de travail plus longues, à des salaires plus bas, au refus de fournir le matériel de sécurité et de la formation adéquate et bien plus encore (Choudry & Henaway, 2012). Statistiquement parlant, les étrangers en situation précaire ont de plus fortes chances d'être visés dans des cas de vol de salaire de la part de l'employeur (Moyce & Schenker, 2018). Une étude, commandée par le département du travail (*Labor-Department*), indique qu'en Californie les non-citoyens ont une disposition 50% plus grande que les natifs y résidants à être la proie d'infractions liées au salaire minimum (Compa, 2017). Pour leur part, à New York, les non-citoyens sont trois fois

plus probables d'en être affectés par rapport aux citoyens américains de cette même ville (Compa, 2017). Il est évident que ces employés, contraints par un statut précaire, ne sont pas en mesure de se prévaloir de leurs droits pour améliorer la situation, et même bien souvent de se trouver un nouvel emploi puisqu'ils y sont rattachés par leur visa (Malhaire, Castracani & Hanley, 2018). Aux États-Unis, aucune jurisprudence n'existe concernant des poursuites en justice pour des salaires volés ou le remboursement subséquent de salaires perdus (voir décision juridique de *Hoffman Plastic Compounds*) (Compa, 2017). Il semblerait que de faire appliquer les lois sur l'immigration surpasse le respect des lois du travail, tient à préciser Compa.

À propos des formations en santé et sécurité et du matériel utile pour travailler de manière sécuritaire, il semblerait que les entreprises et les agences se renvoient la responsabilité. Cela avait d'ailleurs été constaté au Canada (Malhaire, Castracani & Hanley, 2018). Parfois, il arrive que les employeurs se procurent l'équipement. Cependant, il est souvent coutume que ce soit à l'employé de déboursier pour s'en prémunir (Malhaire, Castracani & Hanley, 2018). Quoi qu'il en soit, les recherches menées aux États-Unis démontrent un certain stigma entourant l'usage d'équipements de protection. Ainsi, plusieurs sont d'avis que la rapidité au travail s'en retrouve compromise et que ceux choisissant de s'équiper adéquatement ne sont pas aussi endurcis que les autres. Ils sont alors catégorisés et plus susceptibles d'être mis à l'écart ou même remplacés s'ils nuisent ou occasionnent des ennuis à l'entreprise (Moyce & Schenker, 2018). La peur d'être déporté est omniprésente pour ces travailleurs —de manière explicite ou non.

Or, les conditions difficiles que connaissent les travailleurs migrants et immigrants américains ne sont pas seulement dues à des abus de dirigeants d'entreprise. À cet effet, de tels contextes d'emploi impliquent aussi des facteurs hors du contrôle humain, mais certainement causés par l'activité humaine. Il s'agit évidemment de conditions environnementales (Moyce & Schenker, 2018). Les travailleurs dans les entreprises agricoles doivent composer avec des climats arides et températures extrêmes, parfois sous un soleil plombant. Des conditions inverses sont également à prévoir en Alaska, dans des camps de pêche, où les immigrants représentent 75% de la main-d'œuvre accueillie. D'autres conditions de travail incluent des usages abondants de

pesticides et de substances chimiques dans les secteurs agricoles et manufacturiers. Enfin, le manque de documentation expliquant la marche à suivre pour effectuer le travail ou pour informer des dangers et blessures potentielles liées aux corvées est également problématique (Moyce & Schenker, 2018). Pourtant, l'une des critiques majeures est la carence dans l'offre de langues pour lesquels sont produits ces documents. D'ailleurs, l'usage de pictogrammes serait bénéfique et favoriserait une compréhension aisée et rapide pour l'ensemble de leurs employés (Gravel & Premji, 2014; Malhaire, Castracani & Hanley, 2018; Moyce & Schenker, 2018).

Qui plus est, les travailleurs migrants et immigrants sont souvent la cible de responsables ou d'employeurs américains malhonnêtes qui saisissent pièces d'identité (passeport, certificat de naissance, etc.) et documents légaux (visa, permis, etc.) pour mieux exercer un contrôle total sur les individus. Cette pratique n'est pas exclusive aux industries, il arrive également que des « particuliers employeurs », autrement dit des personnes qui emploient des salariés à même leur domicile, fassent de même pour s'assurer que le jardinier ou la femme de ménage n'essaient pas de prendre la fuite. Les travailleurs sont contraints à vivre sur place —captifs— et ne bénéficient pas ou très peu de temps libre (Compa, 2017).

Discrimination des individus précaires sur le marché du travail

Les migrants, immigrants et les membres d'une minorité visible sont particulièrement affectés par la discrimination sur le marché du travail. Toutefois, il est nécessaire de mentionner que la situation des femmes témoigne aussi de cette discrimination. Encore une fois, plusieurs auteurs, dont Paul Eid, ont discuté du fait que les personnes souffrant le moins de la discrimination seraient, par ordre croissant : les hommes non-racisés, les hommes racisés, les femmes non-racisées et les femmes racisées. Moyce et Schenker précisent que les femmes racisées seraient celles au bas de l'échelle et démontreraient une plus forte tendance, jusqu'à six fois plus grande, d'être employées dans le cadre d'un travail domestique à l'étranger. Il pourrait s'agir là d'un emploi de femme de ménage au sein d'une institution d'hôtellerie, d'un immeuble à bureaux ou de particuliers fortunés (Moyce & Schenker, 2018). En 2017, Zong et ses collègues signalaient que les États-Unis recevaient par l'immigration approximativement 52% de femmes contre 48% d'hommes.

La majorité (79%) d'entre eux était âgée entre 18 et 64 ans. À ce moment, 78% des immigrants disaient parler anglais à la maison. Le reste (22%) parlait une langue différente de l'anglais (Zong, Batalova & Burrows, 2019).

Compa nous informe donc que la discrimination subie par les travailleurs étrangers se ferait sur la base du sexe, de la « race », du pays d'origine, de la religion, de la langue, etc. Néanmoins, il importe de nuancer ici que des études, réalisées par le professeur Paul Eid, ont conclu que la caractéristique du genre avait un poids discriminatoire plus important que celui de la « race ». Les effets de la discrimination se font ressentir au niveau économique, social et de la santé. Compa ajoute que les travailleurs nés à l'étranger, même s'ils possèdent tous les permis nécessaires, voire même la carte de résidence permanente (*Green Card*) se font demander davantage de formulaires —qui ne serviront pas dans les faits— comparativement à des Américains de naissance de descendance similaire (Compa, 2017). Cette bureaucratie ne fait qu'alourdir la charge émotionnelle et psychologique des ressortissants étrangers et ralentit le processus d'embauche —jusqu'à les décourager ou leur trouver des remplaçants disponibles immédiatement pour éviter de les embaucher.

D'ici 2060, les projections qu'ont rapportées Moyce et Schenker estiment que la proportion de travailleurs d'origine étrangère sera plus importante que le poids relatif aux travailleurs natifs à même le marché de l'emploi des États-Unis. De plus, ils indiquent que la représentation des Hispaniques progressera plus rapidement en comparaison à celle des autres ethnies. D'ailleurs, ces auteurs ne manquent pas de préciser que près de 40% des migrations mondiales se font entre les pays compris dans l'hémisphère sud. C'est donc dire que la balance, le 60% restant, représente des migrations nord-sud (Moyce & Schenker, 2018). Corollairement, approximativement la moitié des migrants transnationaux occupent un emploi dans l'une de ces quatre régions du monde : l'Amérique du Nord, l'Europe du Nord, l'Europe de l'Ouest ou encore l'Europe du Sud (Moyce & Schenker, 2018). Il serait donc crucial de prendre au sérieux la problématique découlant de l'intégration difficile des immigrants au marché de l'emploi puisque la réussite de celle-ci se reflète dans la société hôte.

Au Canada et aux États-Unis, les domaines de l'agriculture, de la construction, du transport et de la production ne sont que quelques exemples où l'effectif étranger

converge dans des emplois peu rémunérés pour lesquels ils sont généralement surqualifiés (Gravel & Premji, 2014; Malhaire, Castracani & Hanley, 2018). En effet, la main-d'œuvre agricole des États-Unis se compose aux trois quarts de travailleurs migrants et immigrants. Ce type de secteur d'emploi est particulièrement dangereux pour les travailleurs étant donné la nature manuelle des tâches à exécuter. L'augmentation d'accidents de travail rapportés à l'Organisation Internationale du Travail (OIT)¹ témoigne d'un grand nombre de blessures mineures, majeures et fatales dans ce milieu de travail (Compa, 2017). Cela signifie que plus de migrants et d'immigrants en sont les victimes, mais on peut cependant s'interroger sur l'étendue réelle du problème. De fait, si plusieurs employeurs renient les droits de leur main-d'œuvre en contexte précaire et les obligent à travailler toujours plus rapidement et longtemps, il serait réaliste de penser que les statistiques doivent être bien pires que ce qui a été rapporté. Notamment parce que le *National Labor Relations Act* (NLRA) exclut spécifiquement de leur couverture les employés —tous travailleurs confondus— du milieu agricole (Compa, 2017). Seuls quelques États précis ne sont pas touchés par cette réglementation. De toute évidence, les étrangers sont ceux les plus affectés par cette mesure extraordinaire. Pourquoi une telle décision alors que les travailleurs immigrants des autres secteurs sont eux-mêmes couverts? Pour des raisons de discrimination ou de coûts trop élevés, ces travailleurs —migrants ou non— n'y ont pas accès, et pourtant ils devraient avoir les mêmes droits que les autres au pays.

Aussi, le climat politique joue un rôle décisif dans le traitement accordé par le pays d'accueil aux nouveaux arrivants (Moyce & Schenker, 2018). Les États-Unis peuvent en certifier étant donné les tensions exacerbées au sein de la population, et ce notamment depuis la venue de Donald Trump sur la scène politique. Les changements de gouvernement, les nouvelles lois, les remaniements des politiques publiques —comme c'est le cas pour l'immigration— créent beaucoup d'incertitude et profitent à des événements qui favorisent des traitements différents. La modification d'une politique publique peut aussi entraîner des situations d'irrégularité auprès des individus les plus précaires. Cela semble entre autres le cas pour des milliers d'immigrants haïtiens établis aux États-Unis depuis plusieurs années qui, par la peur, ont préféré fuir vers le Canada en

¹ L'Organisation Internationale du Travail est une des agences spécialisées dirigées par l'ONU.

2018 afin d'éviter d'être renvoyés dans leur pays par l'administration Trump. Moyce et Schenker poursuivent en soulignant que l'adoption, ou du moins la tolérance, de certaines idéologies ou comportements à caractère xénophobe mettent en danger la santé et la sécurité des immigrants et compromettent leurs droits.

Par ailleurs, à l'échelle mondiale, on remarque que certains diplômés et certaines professions sont plus attrayants pour les dirigeants du marché du travail. Pourtant, chaque travailleur est théoriquement capable de faire profiter son employeur de ses compétences, de son intérêt et de son sens des responsabilités, affirme Compa. Et donc l'utilisation de mots tels qu'« aptitudes », « talent », « capacités », « habiletés », etc., sont péjoratifs à l'endroit des travailleurs davantage délaissés (Compa, 2017). D'un côté, nous assistons à une remarquable ouverture des frontières de l'Union européenne —certes minée par l'approche imminente du Brexit— où il y a une liberté des déplacements permettant aux ressortissants concernés d'étudier ou de travailler ailleurs parmi les pays membres. D'un autre côté, la représentation d'une frontière fermée, celle entre les États-Unis et le Mexique, laisse entendre un discours contraire (Compa, 2017). Il peut être surprenant de comparer ces deux exemples puisqu'ils sont aux antipodes. Seulement, cette possibilité d'un partage de connaissances, encouragée par l'Union européenne, se présente comme un élément clé de la production de la richesse, défend Lance Compa. Avec le temps, les nouveaux immigrants qui sont aujourd'hui sélectionnés par les États-Unis ont un taux d'éducation et de diplomation bien plus élevé que les ressortissants étrangers d'autrefois, prétendent Zong et Batalova (Zong & Batalova, 2019).

Taux de chômage annuel moyen des immigrants versus des natifs

Dans l'article de Moyce et Schenker, il a été dit que le marché du travail américain comptait un nombre impressionnant de travailleurs sans documents pour attester de leur identité. Et que ceci mettait en péril les chances des travailleurs légaux d'obtenir ces emplois étant donné la diminution des postes vacants. Ceci peut être perçu comme un obstacle additionnel pour les individus d'origine étrangère —avec les documents nécessaires et l'autorisation légale d'être sur le territoire— convoitant un emploi rémunéré. Nonobstant, plusieurs autres éléments peuvent entrer en jeu dans le processus d'embauche auxquels ils prennent part. Des critères tels que la scolarité, les diplômes,

l'expérience similaire, l'expérience d'emploi au pays, la connaissance de la langue sont également pris en compte par les employeurs dans la phase de sélection, et même dans la phase précédente c'est-à-dire au moment de sélectionner et de convoquer les candidats éventuels (Choudry & Henaway, 2012). En ce qui a trait au taux de chômage moyen relatif à la population en âge de travailler des États-Unis, il était de 4.4% en 2017. L'année suivante, il avait diminué pour atteindre 3.9%. D'une part, les natifs avaient un taux de chômage annuel de 4.4% (2017) et de 4.0% (2018). D'autre part, le taux de chômage annuel des travailleurs étrangers était plutôt de 4.1% (2017) et de 3.5% (2018) (Bureau of Labor Statistics, 2019). Plus d'étrangers seraient en emploi, mais pas nécessairement dans de meilleurs postes.

Revenu d'emploi médian des immigrants versus des natifs

Il a été avancé, par les auteurs Moyce et Schenker, que les ressortissants étrangers contribuaient à la fois à l'économie du pays d'accueil et du pays d'origine. Tandis qu'ils consomment des biens taxés, paient des impôts et utilisent des services gouvernementaux, ils réussissent par ailleurs à économiser de l'argent —sans pour autant que ce soit facile— pour l'envoyer directement à la famille restée sur place (Moyce & Schenker, 2018). Malgré les efforts déployés par les immigrants, il semblerait que leurs salaires soient injustement moindres quant à ceux des natifs. Ceci est d'autant plus vrai pour les immigrants issus de minorités visibles. Les travailleurs migrants et immigrants, venus avec ou sans papier d'identité, symbolisent pour les chefs d'entreprise un personnel assuré et peu coûteux, dénonce Compa (Compa, 2017). Edwards et Liu mentionnent que les immigrants ont une moyenne d'âge généralement plus faible que celle des citoyens de naissance du pays d'accueil, ici les États-Unis. Ceci s'expliquerait par le fait que les immigrants sélectionnés le sont dans l'optique de venir contribuer au marché du travail (Edwards & Liu, 2018). Ils arrivent souvent accompagnés de jeunes enfants ou ils en auront plus tard. Ils sont aussi généralement en meilleure santé à leur arrivée, mais celle-ci se détériorerait avec le temps dans le pays d'accueil. En ce sens, le phénomène du vieillissement de la population active suppose que les salaires sont également inégaux sur le marché du travail tant par l'expérience accrue et l'ancienneté de certains que par la discrimination dénoncée par les organismes d'aide à l'intégration des nouveaux arrivants.

Les données de 2018, communiquées par le Bureau des statistiques du travail, estimaient que le marché du travail américain avait intégré 28.2 millions de travailleurs migrants et immigrants, soit 17.4% de tous les travailleurs confondus. Tandis que les individus d'origine hispanique composaient presque la moitié de cette main-d'œuvre, les Asiatiques en occupaient 25%. Ce recensement stipule que le salaire hebdomadaire médian d'un travailleur étranger à temps plein était généralement de US \$758. En comparaison, un travailleur natif, également en emploi à temps plein, gagnait plutôt US \$910. Cet écart correspond à une perte de revenu hebdomadaire de US \$152 pour les immigrants (Bureau of Labor Statistics, 2019). Étant donné qu'il s'agit des chiffres de 2018, il serait peu probable que la situation ait drastiquement changé au terme de l'année 2019. Il semblerait donc que la rapidité à faire évoluer les mentalités ainsi qu'à faire reculer la discrimination et l'abus prouvent l'ampleur du défi social auquel on doit s'attendre.

Politique d'immigration du président Donald Trump

Politique de séparation des familles de migrants

À même les États-Unis d'Amérique, les avis de politiciens, de décideurs politiques, mais également de groupes d'intérêts ne sont pas tous en accord avec les actions menées en matière d'immigration. Certains y voient un conflit potentiel entre la souveraineté, c'est-à-dire la capacité absolue de l'État à prendre des décisions pour et par elle-même, et ce qu'ils désignent comme des « flux transfrontaliers » d'individus —de potentiels travailleurs (Compa, 2017). Pourtant, il s'agirait d'un élément indéniable d'une économie mondiale prospère. Les ambitions contraires des parties politiques de ce pays marquent des points de vue diamétralement objectés. D'une part, des candidats politiques soutiennent fermement l'approche du président républicain en place, malgré la rigidité du discours anti-immigration. D'autre part, des individus revendiquent une meilleure gestion de l'immigration et des réformes dans la façon de traiter les migrants interceptés et déportés ou ceux détenus en attendant le traitement de leur dossier par les autorités concernées (Compa, 2017). Il semblerait d'ailleurs que la « crise » de l'immigration, dont mentionnait Donald Trump, eut été l'un des sujets centraux de la dernière campagne présidentielle américaine à laquelle le monde entier a assisté. D'ailleurs, l'influence des

médias sur la politique peut participer à changer les perceptions qu'ont les citoyens. La perte de droits pour les étrangers pourrait en être le résultat. Pour certains sous-groupes de la population, dont les migrants et immigrants, leur santé et leur sécurité peuvent dorénavant en dépendre (Jengolley & Clawson, 2019). Paraît-il que la politique d'immigration de Trump soit considérée par plusieurs analystes comme totalement nouvelle, du jamais vu aux États-Unis (Dumont, 2018). On doit cependant lui accorder de rester constant dans ses propos et dans ses idées (Dumont, 2018) —malgré l'incohérence qu'on peut leur prêter.

La couverture médiatique, qui a mis au grand jour cette pratique de séparation des familles, a permis de pointer le contexte de captivité que subissent des centaines de milliers de personnes aux États-Unis, venus à la recherche d'une situation meilleure. Certains sont renvoyés d'où ils viennent sans égard à la dangerosité, à la violence et à la persécution auxquelles ils sont contraints dans leur pays d'origine (Compa, 2017). Ce sont principalement des femmes et des enfants qui essaient de fuir la criminalité, les cartels de drogues et la corruption qui s'imposent dans les quartiers populaires de leur pays d'origine. À la fin du mois d'août 2016, Trump annonce, au courant d'un rassemblement politique en Arizona, qu'il réduira l'immigration s'il est élu en faisant appliquer plus strictement les lois en place (Dumont, 2018). L'intérêt suscité par les médias facilite l'analyse des perceptions de la population à l'égard des minorités visibles et des étrangers, se confortent les auteurs (Jengolley & Clawson, 2019).

Dans son article, Lance Compa déplore le sort réservé aux immigrants détenus pour des infractions criminelles aux États-Unis. Selon ses dires, on leur interdit de téléphoner, de recevoir des visites, de communiquer avec des avocats et de consulter des documents légaux. De plus, les soins de santé sont inadéquats, tant en santé physique que mentale. La condition des femmes est d'autant plus désolante puisqu'il arrive qu'elles doivent donner naissance dans des conditions où elles sont enchaînées aux lits d'hôpital (Compa, 2017). D'autre part, une opération américaine appelée *Streamline*, coordonnée par le programme d'application de l'immigration et des poursuites pénales, de 2005 à 2008, a mis de l'avant le fait que seulement 30% des individus interceptés aux frontières avaient reçu de l'information quant à leurs droits légaux (Slack et *al.*, 2015). Parmi ceux

amenés devant le tribunal, 95% étaient enchaînés et certains n'ont pas pu bénéficier des services de traduction (Slack et *al.*, 2015).

Or, depuis son entrée à la Maison-Blanche, Trump a aussi annulé plusieurs mesures qui visaient à prévenir l'expulsion d'immigrants illégaux au pays. Il aura également aboli plusieurs protections déjà instaurées pour défendre les non-citoyens — aggravant encore davantage leur situation précaire et la discrimination à leur endroit. Puis, il aura renoncé à l'admission de nombreux réfugiés, qui eux aussi auraient contribué à l'économie des États-Unis (Dumont, 2018). L'un des avantages à ce que les médias documentent les nombreux événements liés à l'immigration sous Donald Trump est qu'ils y accordent avant tout leur attention. Ainsi, les migrants et immigrants en situation de précarité sont considérés et ne sont pas nécessairement oubliés par la population. Dénoncer leur réalité difficile contribuerait théoriquement à faire reculer la discrimination, le racisme et le stigma qui les entourent (Jengellely & Clawson, 2019). À l'heure actuelle, le contexte politique et social des États-Unis est actuellement difficile compte tenu de l'effervescence liée au fort sentiment de partisanerie et de l'opinion publique très engagée (Jengellely & Clawson, 2019).

Quelques données statistiques sur l'immigration américaine

Nombre d'immigrants reçus annuellement par catégorie

En tenant compte des données disponibles, il y aurait un peu plus de 3 millions de réfugiés arrivés aux États-Unis depuis 1975 (Rosenthal, 2018). Qu'en est-il alors des ressortissants étrangers qui sont venus par les voies du regroupement familial et des programmes pour les immigrants économiques et les investisseurs? C'est ce que nous tenterons de voir ci-dessous.

Un peu de la même manière qu'au Canada, les États-Unis délivrent des visas de tourisme et de travail. Les visas de tourisme (visa de type B-2) ne permettent pas de travailler ni de venir s'installer de façon permanente dans le pays. La même chose existe pour les gens d'affaires non immigrants (visa de type B-1). Concernant les immigrants souhaitant venir s'y établir, ils doivent être parrainés par un membre de la famille ou par un employeur en remplissant un formulaire à remettre au *U.S. Citizenship and Immigration Services* (USCIS). Certains applicants ayant un dossier particulièrement

excellent —comme c’est souvent le cas au Canada également avec les investisseurs ou les travailleurs qualifiés— peuvent soumettre leur dossier sans nécessité de parrainage. Par la suite, ils peuvent se qualifier pour obtenir, au terme de quelques années, la résidence permanente (U.S. Customs and Border Protection, 2018). Le cas des travailleurs temporaires existe aussi, avec tous les types de permis qui en résultent, mais ne sera pas élaboré ici par souci de temps.

Pour l’année 2017, le Rapport annuel de flux de migration, émis par le département de la Sécurité intérieure des États-Unis, mentionne qu’un total de plus de 181 millions d’admissions concernant les non-immigrants, c’est-à-dire les touristes et gens d’affaires non immigrants, ont été délivrés (voir figure 1, page 20) (Navarro, 2018). Durant la même année fiscale, ils ont admis exactement 1 127 167 nouveaux résidents permanents (*Green card holder*). De ceux-ci, 45.8% étaient membres de la famille immédiate d’un citoyen américain, 20.6% avaient été parrainés par de la famille, 12.2% étaient choisis par un employeur, 10.7% étaient des réfugiés, 4.6% avaient participé à la loterie liée au « Visa Immigrant Diversité » (*Diversity Immigrant Visa*), 3.8% avaient une autre situation, et finalement 2.3% étaient des demandeurs d’asile (Office of Immigration Statistics, Lawful Permanent Residents Infographic 2017). Puis, 707 265 personnes sont devenues des citoyens américains en obtenant la citoyenneté en 2017. Les femmes représentaient 56% contre 44% d’hommes. Les cinq pays principaux d’où provenaient ces individus étaient le Mexique (16.8%), l’Inde (7.2%), la Chine (5.3%), les Philippines (5.2%) et la République dominicaine (4.2%). De plus, on apprend qu’ils avaient attendu, en moyenne, huit années pour la recevoir. Par région du monde, le temps d’attente pour l’obtention de la citoyenneté américaine varie. Elle est de six années pour les ressortissants asiatiques et africains, huit années pour les Sud-Américains, neuf années pour les Européens, dix années pour les Océaniens et onze années pour les Nord-Américains (Office of Immigration Statistics, Naturalizations Infographic 2017).

Part des résidents américains nés à l’étranger dans la population américaine

Depuis les années 1970, la présence des immigrants s’est accrue de manière continue aux États-Unis. Cette hausse est notamment due à une décroissance antérieure historique. À la vue de la figure 2 (voir page 21), on constate qu’un changement s’opère au fil du

siècle dernier alors que la part des étrangers dans la population américaine est en chute libre de 1910 à 1970. Concernant sa reprise de croissance depuis 1970, la période entre 2005 et 2016 a cependant connu un ralentissement dans sa progression (Edwards & Liu, 2018). En effet, sur cette période, elle n'a gagné que 1%. L'année dernière, une étude, réalisée par Edwards et Liu, portait sur l'évolution de la représentation des ressortissants étrangers en sol américain. Le *U.S. Census Bureau* —l'équivalent de Statistique Canada— révélait qu'en 2016 c'était environ 44 millions de résidents américains qui étaient nés à l'étranger. Cela représenterait approximativement 13.5% de la population totale des États-Unis (près de 323 millions en 2016). Les États de la Californie (division Pacifique) ainsi que de l'Arizona, du Nouveau-Mexique et du Montana (division de Montagne) sont parmi ceux dont la part des immigrants est demeurée inchangée. En 2005-2016, ces deux divisions comptaient respectivement 29% et 14% des résidents américains nés dans des pays étrangers. Pour ce qui est des sept autres divisions territoriales des États-Unis, la croissance des immigrants y résidants a augmenté en moyenne de 2% (voir figure 3, page 21) (Edwards & Liu, 2018).

Représentation des pays de naissance des immigrants reçus

Au début de la décennie 1990, le nombre d'immigrants en provenance de l'ex Union soviétique était de 454 000. En date de 2018, Rosenthal stipule que ce chiffre serait d'autant plus grand maintenant. Elle ajoute également que ces immigrants de l'ex-URSS étaient davantage éduqués que les natifs américains. Par ailleurs, dans les 50 dernières années, les États-Unis d'Amérique ont accueilli beaucoup d'Éthiopiens. Leur proportion a été si grande que ces ressortissants composent le troisième groupe en importance d'origine africaine aux É-U (Rosenthal, 2018). Il est évident que le changement d'administration au sein de la Maison-Blanche a un impact majeur sur la politique d'immigration américaine actuelle. Nous l'avons constaté dans les médias avec l'arrivée au pouvoir de Trump. De fait, l'administration républicaine en place limiterait certaines nationalités dans leur processus d'immigration aux États-Unis. Cela fut entre autres reconnu sous le décret présidentiel 13769, visant à « protéger la Nation de l'entrée de terroristes étrangers aux États-Unis » (*Muslim ban*). Ainsi, de nombreux pays d'origine arabe et africain ont été discriminés (Rosenthal, 2018).

Pour faire suite aux données présentées entre 2005-2016, l'année 2017 démontre l'accroissement continu, mais modéré de l'immigration aux États-Unis. Selon les auteurs Zong et Batalova, de 1980-2010, les pays depuis lesquels l'Amérique sélectionne ses candidats sont soumis à un changement. À partir de 2010, les ressortissants choisis ont davantage de chance de provenir d'Asie, d'Amérique centrale et de certains lieux d'Afrique. Zong et Batalova soutiennent que les Mexicains voient leurs opportunités d'immigrer chez les Américains se restreindre. En sept ans, ils estimeraient que ce déficit aurait coûté la place d'à peu près 441 000 Mexicains. Cette nouvelle décennie est marquée par une arrivée massive en provenance de l'Asie. Il s'agirait notamment d'Indiens, de Chinois, de Philippins, de Vietnamiens et de Bengalis. Ceux arrivant des Caraïbes compteraient pour pays la République dominicaine, Cuba et Haïti. L'Amérique centrale serait représentée, pour sa part, par les Salvadoriens, les Honduriens, puis les Guatémaltèques. Quant à ceux venant de l'Amérique du Sud, ils seraient originaires du Venezuela, de la Colombie et du Brésil. Enfin, beaucoup d'Africains seraient du Nigéria. Ce serait entre autres ces 15 pays cités qui constitueraient l'une des plus importantes sources de l'immigration américaine (voir tableau 1, page 22) (Zong & Batalova, 2019). À eux seuls, ils représentent 37% des 44.5 millions d'immigrants sur le territoire américain en 2017. Leur présence est à l'origine de 76% de l'immigration entre 2010 et 2017. Certains pays qui n'étaient même pas évoqués avant 2010 comptent récemment des ressortissants aux États-Unis. C'est le cas d'immigrants népalais qui ont connu une croissance de 120% par rapport à 2010. Cela démontre la rapidité auxquels des changements en matière d'immigration s'opèrent chez nos voisins américains (voir figure 4, page 22) (Zong & Batalova, 2019).

Conclusion

Pour terminer, nous avons essayé de répondre à la question suivante : « de quelle manière les nouveaux arrivants sont considérés sur le marché du travail des États-Unis? » Pour ce faire, trois grands aspects ont été développés dans l'optique de décrire succinctement la problématique que nous constatons sur le marché de l'emploi d'à peu près tous les pays développés.

D'abord, il a été possible de brosser la situation réelle dans laquelle une portion importante des migrants et immigrants se retrouvent en nous penchant sur leurs conditions de travail et sur les effets de la discrimination des individus les plus précaires sur le marché de l'emploi. De plus, les écarts relatifs entre le taux de chômage et le revenu d'emploi qui distinguent les immigrants des natifs viennent affirmer qu'un certain décalage dans le traitement des travailleurs s'opère, au désespoir des ressortissants étrangers et des minorités visibles.

Ensuite, en s'intéressant aux contextes social et politique des États-Unis, il est plus aisé de comprendre quelles ont été quelques-unes des décisions politiques marquantes du président Trump sur l'avenir de l'immigration américaine et sur les perceptions sociales. Puis, un tour d'horizon a été proposé pour évaluer le nombre d'étrangers reçus dans le pays pour l'année 2017. Or, nous avons également regardé l'évolution des tendances en immigration depuis aussi loin que 1970, mais plus particulièrement de 2005 à 2017. Il a aussi été possible de voir la place qu'ils occupent dans la population totale. Enfin, leurs origines nationales ont également été définies.

Je suis encore persuadée que la situation dans laquelle les nouveaux arrivants se trouvent actuellement aux États-Unis est terrible et alarmante. Ils subissent clairement des « sanctions » économique et sociale. Encore une fois, nous assistons à des politiques mises en place par des « blancs » de l'élite qui sont les seuls à ne pas être affectés. L'immigration est la clé pour l'avenir des pays développés et les États-Unis semblent ne pas vouloir en profiter pleinement.

Bibliographie

Bureau of Labor Statistics. (Mai 2019) « Foreign-Born Workers: Labor Force Characteristics. 2018 (USDL-19-0812) », News Release, *U.S. Department of Labor*, [En ligne] <<https://www.bls.gov/news.release/forbrn.nr0.htm/Labor-Force-Characteristics-of-Foreign-Born-Workers-Summary>>

Choudry, A. & Henaway M. (2012) « Agents of Misfortune: Contextualizing Migrant and Immigrant Workers' Struggles Against Temporary Labour Recruitment Agencies » *Labour, Capital and Society / Travail, capital et société*, vol. 45(1): 37-65.

Compa, Lance. (2017) « Migrant Workers in the United States: Connecting Domestic Law with International Labor Standards », *Chicago-Kent College of Law Review*, vol. 92(1): 211-245, [En ligne] <<https://heinonline.org/HOL/P?h=hein.journals/chknt92&i=225>>

Dumont, Gérard-François. (2018) « Trump: Une nouvelle politique d'immigration aux États-Unis? », *Population et Avenir*, vol. 2(737): 3, [En ligne] <<https://www.cairn.info/revue-population-et-avenir-2018-2-page-3.htm>>

Edwards, Ryan D. & Mao-Mei Liu. (2018) « A New Look at Immigration and Employment in the U.S. Since 2005 » UC Berkeley, *California Digital Library*, [En ligne] <<https://escholarship.org/uc/item/0q21g0b8>>

Gravel, S., et Premji, S. (2014) « Travailleurs migrants : une histoire sans fin de cumul des précarités de statut, d'emploi et de conditions de santé et de sécurité au travail » *Perspectives interdisciplinaires sur le travail et la santé*, vol. 16(2), [En ligne] <<http://journals.openedition.org/pistes/3959>>

Jengelly, Dwaine & Rosalee A. Clawson. (2019) « Media Coverage and its Impact on the Politics of Groups and Identities », *Politics, Groups, and Identities*, vol. 7(1): 148-150. DOI:10.1080/21565503.2018.1555094

Malhaire L., Castracani L. et Hanley J. (2018) « La défense des droits des travailleuses et travailleurs immigrants », Enjeux et défis d'une mobilisation collective à Montréal. *Revue multidisciplinaire sur l'emploi, le syndicalisme et le travail*, vol. 11(1): 32-59. <<https://www.erudit.org/fr/revues/remest/2017-v11-n1-remest03489/1043837ar.pdf>>

Moyce, Sally C. & Marc Schenker. (2018) « Migrant Workers and Their Occupational Health and Safety », *Annual Review of Public Health*, vol. 39: 351-365. DOI: <https://doi.org/10.1146/annurev-publhealth-040617-013714>

Navarro, Waleed. (Octobre 2018) « Annual Flow Report - Nonimmigrant admissions », Office of Immigration Statistics, *U.S. Department of Homeland Security*, [En ligne] <https://www.dhs.gov/sites/default/files/publications/Nonimmigrant_Admissions_2017.pdf>

Office of Immigration Statistics. (2017) « The U.S. Immigration System - Lawful Permanent Residents Infographic 2017 », *U.S. Department of Homeland Security*, [En ligne]

<https://www.dhs.gov/sites/default/files/publications/Infographic_LPR_2017_final_508.pdf>

Office of Immigration Statistics. (2017) « The U.S. Immigration System - Naturalizations Infographic 2017 », *U.S. Department of Homeland Security*, [En ligne]

<https://www.dhs.gov/sites/default/files/publications/Infographic_NATZ_2017_final_508.pdf>

Rosenthal, Talma. (2018) « Immigration and Acculturation: Impact on Health and Well-Being of Immigrants », *Current Hypertension Reports*, vol. 20(70), DOI: <https://doi.org/10.1007/s11906-018-0872-0>

Slack, Jeremy et al. (2015) « In Harm's Way: Family Separation Immigration Enforcement Programs and Security on the US-Mexico Border », *Journal on Migration and Human Security*, vol. 3(2): 109-128. DOI: <https://doi.org/10.1177/233150241500300201>

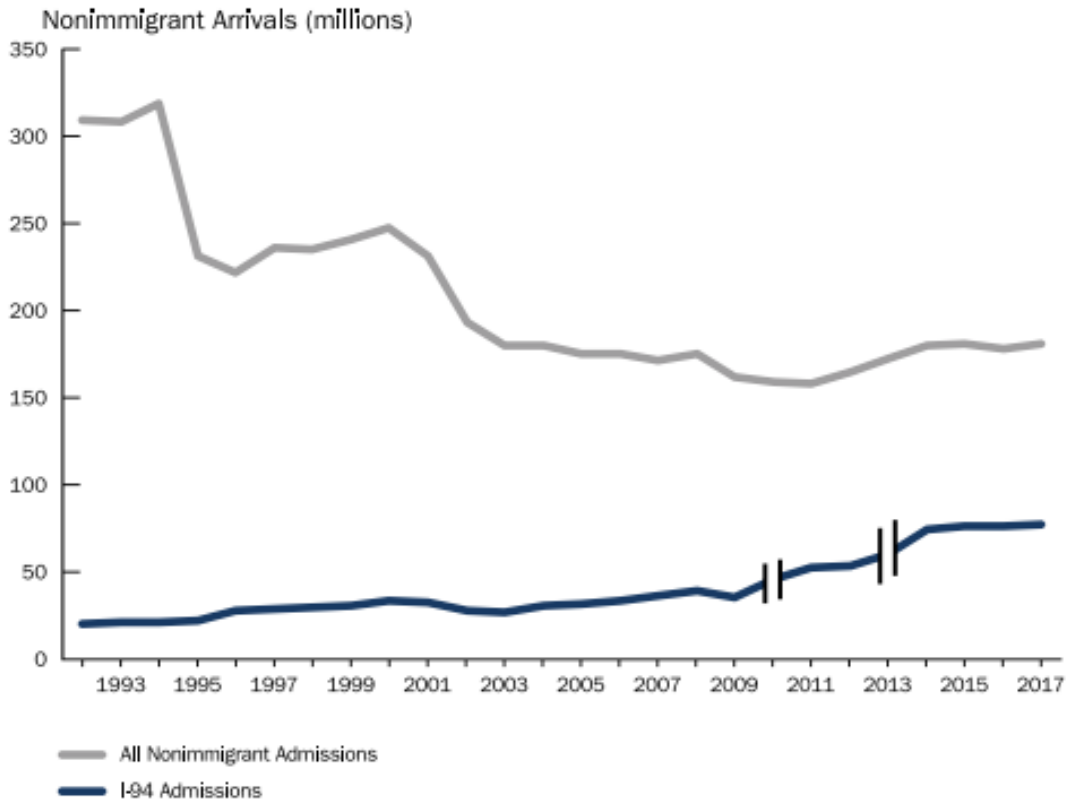
U.S. Customs and Border Protection. (Dernière modification: 03 janvier 2018) « Requirements for Immigrant and Nonimmigrant Visas », *U.S. Department of Homeland Security*, [En ligne] <<https://www.cbp.gov/travel/international-visitors/visa-waiver-program/requirements-immigrant-and-nonimmigrant-visas>>

Zong, Jie & Jeanne Batalova. (Janvier 2019) « Immigrants from New Origin Countries in the United States », Migration Information Source, *The Online Journal of the Migration Policy Institute*, [En ligne] <<https://www.migrationpolicy.org/article/immigrants-new-origin-countries-united-states>>

Zong, Jie, Jeanne Batalova & Micayla Burrows. (Mars 2019) « Frequently Requested Statistics on Immigrants and Immigration in the United States », Migration Information Source, *The Online Journal of the Migration Policy Institute*, [En ligne] <<https://www.migrationpolicy.org/article/frequently-requested-statistics-immigrants-and-immigration-united-states#Demographic>>

Tableaux et figures

Figure 1 - Représentation des admissions des non-immigrants, années fiscales 1992 à 2017

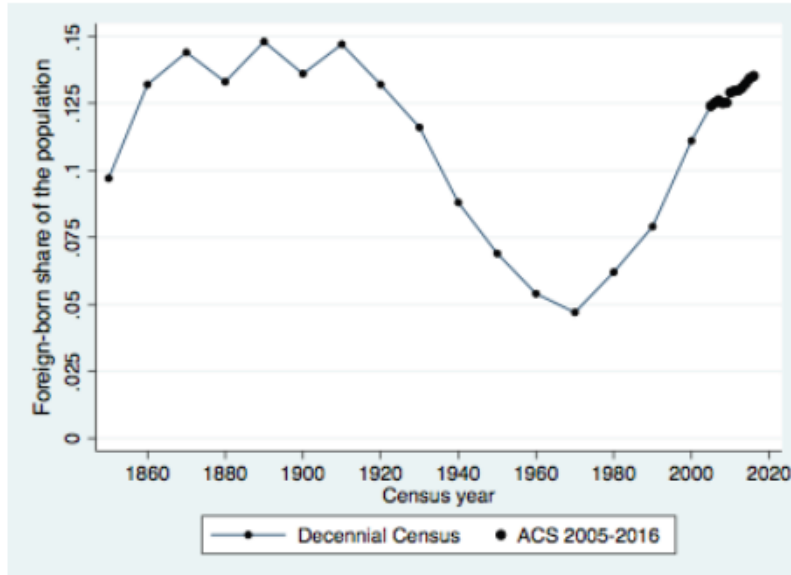


Note: There are two major breaks in the I-94 data. Beginning in 2010, changes in the recording of admissions at land ports increased I-94 admission counts. Beginning in 2013, I-94 automation at air and sea ports increased the number of admissions recorded in the I-94 data.

Source: U.S. Department of Homeland Security.

Source: Navarro, Waleed. (Octobre 2018) « Annual Flow Report - Nonimmigrant admissions », Office of Immigration Statistics, U.S. Department of Homeland Security, [En ligne] <https://www.dhs.gov/sites/default/files/publications/Nonimmigrant_Admissions_2017.pdf>, p. 2.

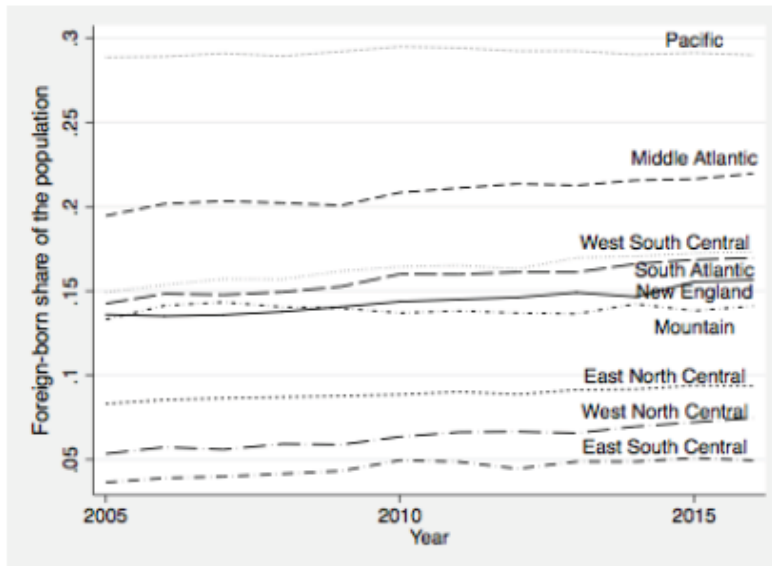
Figure 2 - Proportion des résidents américains nés à l'étranger, 1850-2016



Notes: Data from the decennial Census waves up to 2000 are provided by Waters and Pineau (2015). Annual data from 2005-2016 are derived by the authors from the American Community Survey extracts provided by IPUMS (2018).

Source : Edwards, Ryan D. & Mao-Mei Liu. (2018) « A New Look at Immigration and Employment in the U.S. Since 2005 » UC Berkeley, California Digital Library, [En ligne] <<https://escholarship.org/uc/item/0q21g0b8>>, p. 3.

Figure 3 - Proportion d'immigrants qui résident et travaillent dans les neuf divisions territoriales des États-Unis, 2005-2016



Notes: Annual data from 2005-2016 are derived by the authors from the American Community Survey extracts provided by IPUMS (2018).

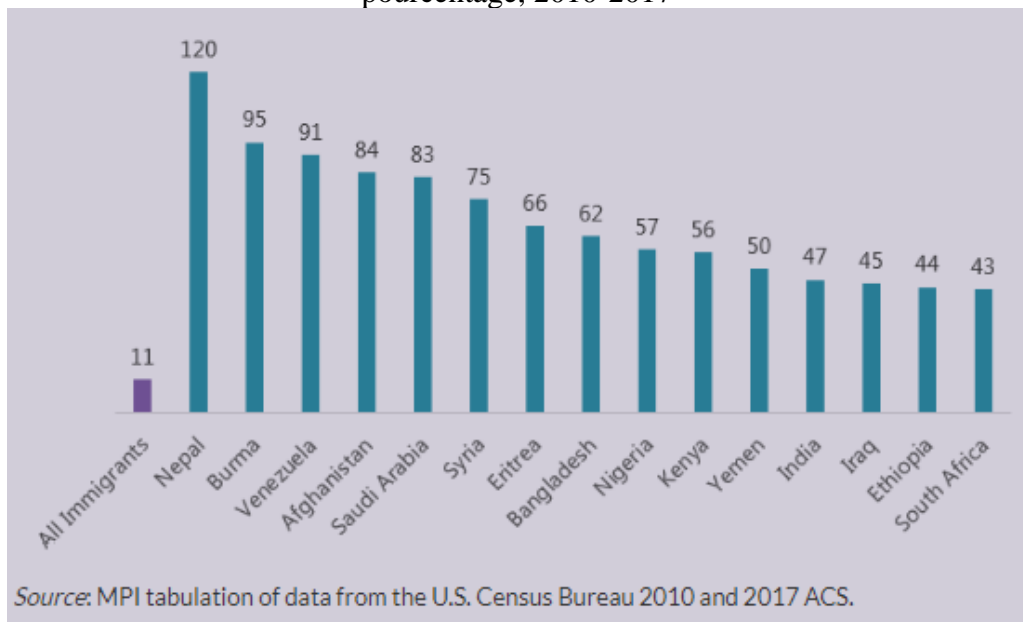
Source : Edwards, Ryan D. & Mao-Mei Liu. (2018) « A New Look at Immigration and Employment in the U.S. Since 2005 » UC Berkeley, California Digital Library, [En ligne] <<https://escholarship.org/uc/item/0q21g0b8>>, p. 5.

Tableau 1 - Groupes d'immigrants ayant connus la plus forte croissance dans la population américaine, 2010-2017

	2010	2017	Numeric Change in Population from 2010 to 2017	Percent Change in Population from 2010 to 2017 (%)
All U.S. Immigrants	39,956,000	44,525,000	4,570,000	11.4
India	1,780,000	2,611,000	830,000	46.6
China/Hong Kong	1,808,000	2,453,000	644,000	35.6
Dominican Republic	879,000	1,163,000	283,000	32.2
Philippines	1,778,000	2,008,000	230,000	13.0
Cuba	1,105,000	1,312,000	207,000	18.7
El Salvador	1,214,000	1,402,000	188,000	15.5
Venezuela	184,000	351,000	167,000	90.8
Colombia	637,000	783,000	146,000	23.0
Honduras	523,000	655,000	133,000	25.4
Guatemala	831,000	959,000	128,000	15.4
Nigeria	219,000	345,000	126,000	57.3
Brazil	340,000	451,000	111,000	32.8
Vietnam	1,241,000	1,343,000	102,000	8.2
Bangladesh	154,000	249,000	95,000	61.8
Haiti	587,000	680,000	93,000	15.8

Note: Countries are sorted by increase in the size of the population from 2000 to 2017.
 Source: Migration Policy Institute (MPI) tabulation of data from the U.S. Census Bureau 2010 and 2017 American Community Survey (ACS).

Figure 4 - Représentation des groupes d'immigrants ayant la croissance la plus rapide, en pourcentage, 2010-2017



Source (Tableau 1 et Figure 4) : Zong, Jie & Jeanne Batalova. (Janvier 2019) « Immigrants from New Origin Countries in the United States », Migration Information Source, *The Online Journal of the Migration Policy Institute*, [En ligne] <<https://www.migrationpolicy.org/article/immigrants-new-origin-countries-united-states>>